

ROADS TO PROSPERITY

Une gouvernance mondiale sans gouvernant

Dani Rodrik



Share

Tweet 4

Follow @ProSyn 23.3K followers

Share

Like 2

LISTEN

DOWNLOAD

2012-01-13

CAMBRIDGE – L'économie mondiale entre aujourd'hui dans une nouvelle phase, dans laquelle l'effort de coopération internationale devrait être du plus en plus difficile. Les États-Unis et l'Union Européenne, désormais sous le coup d'une dette trop élevée et d'une croissance trop faible – et par conséquent principalement axés sur leurs préoccupations nationales – ne sont plus en mesure d'édicter des règles mondiales en espérant voir les autres États s'y conformer.



À l'appui de cette tendance, les puissances montantes telles que la Chine et l'Inde accordent une importance capitale à la souveraineté nationale ainsi qu'au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. Ceci implique leur réticence à se soumettre aux règles internationales (ou leur peu de vigueur à exiger que les autres États s'y conforment) – et ainsi à investir dans les institutions multilatérales, comme l'ont fait les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

C'est la raison pour laquelle le leadership et la coopération au niveau mondial continueront de faire défaut, et nécessiteront une réponse soigneusement calibrée en matière de gouvernance de l'économie globale – notamment une restriction du nombre de règles qui reconnaissent la diversité des circonstances nationales et exigent une autonomie politique. Pourtant, les discussions menées au G-20, au sein de l'Organisation mondiale du commerce et des autres instances multilatérales continuent de procéder comme si le remède était plus ou moins le même – davantage de règles, davantage d'harmonisation, et plus de sévérité à l'égard des politiques nationales.

Pour en revenir à l'essentiel, le principe de « subsidiarité » préconise la bonne manière de penser les questions de gouvernance mondiale. Il nous révèle quels types de politiques doivent être coordonnées ou harmonisées à l'échelle mondiale, et celles qui doivent être largement réservées au processus décisionnel national. Ce principe délimite les domaines dans lesquels une totale gouvernance est nécessaire de ceux dans lesquels une simple pincée de règles mondiales suffit.

Les politiques économiques se déclinent principalement en quatre variantes. On trouve, du côté du premier extrême, des politiques nationales qui n'engendrent aucune retombée (ou alors très réduites) à l'extérieur des frontières. Les politiques en matière d'éducation, par exemple, ne nécessitent aucune concertation internationale et peuvent être laissées sans danger aux décideurs politiques nationaux.

On trouve à l'extrême inverse les politiques qui impliquent des « intérêts communs » à l'échelle mondiale : l'issue intéressante chaque pays ne trouve de réponse non dans les politiques domestiques mais bien en conséquence (de la somme totale) des politiques de chaque État. Les émissions de gaz à effet de serre en sont l'illustration parfaite. Dans ces domaines de décisions, il est de toute évidence nécessaire d'instaurer des règles mondiales contraignantes, dans la mesure où chaque pays, s'il est livré à lui-même, a tout intérêt à négliger sa part d'effort pourtant exigée par les intérêts communs du monde. L'incapacité à parvenir à des accords mondiaux nous condamnerait tous au chaos collectif.

Entre ces deux extrêmes, il existe deux autres catégories de politiques porteuses de retombées, mais qui nécessitent d'être appréhendées différemment. On trouve tout d'abord les politiques dites « beggar-thy-neighbour » (c'est-à-dire protectionnistes), à savoir celles qui bénéficient économiquement à un pays, mais cela au détriment des autres États. Les dirigeants partisans de telles mesures décident par exemple de restreindre l'approvisionnement en ressources naturelles dans le but de faire grimper leur prix sur les marchés mondiaux, ou de mener des politiques mercantilistes sous la forme d'excédents commerciaux importants, notamment dans un contexte de chômage et de capacité excédentaire.

Dans la mesure où les politiques « beggar-thy-neighbour » créent des avantages en imposant des coûts aux autres États, ces politiques aussi devraient être régulées au niveau international. C'est là le plus fort argument en faveur d'une soumission des politiques monétaires chinoises, ou des forts déséquilibres macroéconomiques comme l'excédent commercial de l'Allemagne, à une discipline mondiale plus poussée que celle qui existe aujourd'hui.

Les politiques « beggar-thy-neighbour » doivent être distinguées des politiques dites « beggar thyself », dont les coûts économiques sont principalement supportés par les États seuls, bien que ces coûts soient susceptibles d'affecter les autres États.

Prenons par exemple les subventions agricoles, les interdictions pesant sur les OGM, ou le laxisme de la régulation financière. Tandis que ces politiques sont susceptibles d'imposer des coûts à d'autres pays, elles sont mises en œuvre non pas pour être bénéfiques, mais parce que les autres motivations politiques domestiques – comme les considérations distributives, administratives ou liées à la santé publique – l'emportent sur l'objectif d'efficacité économique.

L'argument d'une discipline globale perd ainsi de sa force lorsqu'il s'agit des politiques « beggar thyself ». Après tout, il ne saurait incomber à la « communauté mondiale » de dicter aux pays individuels la manière dont ils devraient peser les objectifs

concurrents. L'imposition de coûts aux autres pays n'exige pas, en soi, de régulation mondiale. (En effet, les économistes haussent à peine le ton lorsque la libéralisation des échanges de la part d'un pays cause du tort aux concurrents de celui-ci.) Les démocraties, en particulier, sont en droit de pouvoir commettre leurs propres « erreurs. »

Bien évidemment, rien de garanti que les politiques nationales soient le reflet des demandes sociétales ; les démocraties elles-mêmes sont fréquemment prises en otage par les intérêts particuliers. Ainsi, la nécessité d'un processus réglementaire mondial prend une toute autre forme s'agissant des politiques « beggar thyself », et souligne l'importance d'exigences procédurales destinées à améliorer la qualité de la prise de décision politique domestique. Les normes mondiales relatives à la transparence, à la représentation élargie, à la responsabilité, et le recours aux preuves empiriques, par exemple, n'entravent nullement le résultat final.

La multiplicité des catégories de politiques exige des réponses multiples au niveau mondial. Un trop gros effort politique mondial est consacré en vain à l'harmonisation des politiques « beggar-thyself » (notamment dans les domaines du commerce et de la régulation financière), tandis que cet effort est insuffisamment axé sur les politiques « beggar-thy-neighbour » (comme les déséquilibres macroéconomiques). Les efforts de gouvernance mondiale trop ambitieux et mal orientés ne nous serviront guère à une période où l'offre de leadership et de coopération au niveau mondial est vouée à demeurer limitée.

Dani Rodrik est professeur d'économie politique internationale à l'université d'Harvard. Il est l'auteur de *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy* (La paradoxe de la mondialisation : Démocratie et futur de l'économie mondiale, ndt).

Copyright: Project Syndicate, 2012.

www.project-syndicate.org

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Pour un podcast de cet article en anglais, veuillez cliquer sur le lien suivant:

<http://traffic.libsyn.com/projectsyndicate/rodrik66.mp3>

You might also like to read more from [Dani Rodrik](#) or return to [our home page](#).

Like  2 [Share](#) [Tweet](#)  4

Toute reproduction du contenu de ce site sans accord écrit de Project Syndicate constitue une infraction à la législation internationale relative au droit d'auteur. Pour obtenir une autorisation, merci de nous contacter à l'adresse suivante : distribution@project-syndicate.org.

You might like:

- [Die modernen Islamisten des Maghreb](#)
- [Los islamistas modernos del Magreb](#)
- [Der deutsche Sonnenschein-Tagtraum](#)
- [Germany's Sunshine Daydream](#)
- [التهديد النووي الإيراني يصبح عالميا](#)
- [الإسلاميون العصريون في المغرب](#)
- [La amenaza nuclear iraní afecta a todo el mundo](#)
- [The Maghreb's Modern Islamists](#)
- [The Iranian Nuclear Threat Goes Global](#)
- [La fantasía solar de Alemania](#)



kirkomrik 01:10 14 Jan 12

Hey Dani,

Great article. Thank you.

I've posted on this as well

<http://wp.me/p26aPU-aX>

- kk

justoffal 01:56 15 Jan 12

This was a good read! I would like to seize on the opportunity to echo your sentiments on Global emissions standards and for a moment to see the humor in the apparent calamity that is the stuff of Global Warming prophecy.

while china sits large in the politically correct eco-preservation circles I find it amusing and alarming at once that anyone would take seriously their commitment to international welfare. As they complete one coal fired plant per week on average they also control large holdings in the up and coming carbon credits markets.

Don't you find that interlining? I do! This is like throwing out the Umpire and relegating his duties to the guy on the mound. While China fills the skies with Co2 emissions making the carbon credits increasingly more valuable...they also get to sell permission to other nations to do the same.

Not a bad con eh?

gamesmith94134 08:48 15 Jan 12

Gamesmith94134: **global finance's Supply-chain Revolution**

"Open feedback mechanisms ensure a supply chain's ability to respond to a changing environment, but, in the case of financial supply chains, feedback mechanisms can amplify shocks until the whole system blows up." It was because there is no firewall available during the crisis, and the pipeline was open with few operators in the financial control like Mr. Sheng said, also, there is even fewer currencies like Euro-dollar only was available in most transactions, even though the public funds like sovereignty debts were being privatized in the open trade, and it create the explosion by volume in sum of money was credited. Firewalls I took off the technical terminology means there is no safety transitory zone established physically, that our financial system allowed the flow in the supply chain freely as the computerized transaction allowed, and there is less time available for reexamination on lack of control, source of origin, birth of credits.

Especialy, when the parties took the international reserves for granted that Fed and ECB cut it interest rates to its minimal for the non-inflationary measure that many would consider money are free if they can beat the time. Generally, the 22 players turned the international financial market into their casino. When their governments were the ones who called to upbeat its economies from the recession after the expansion of the debts hitting it fiscal ceiling, and the slow down cut their productivity in near recession. At the same time, the rigid exchange rate went lopsided that created the tension between the debtor and creditor. It exploded.

At present, the financial system must evolve itself with firewalls that stop contagion of the collateral damage over the money with no backing, and shrink the pool of cash for credit lending. Some might call it deleverage of the past 20 years mishaps, or change of climate in our global financial that the supply-chain must stop and check itself; besides, most of us would know by now that money supply and productivity are not on the same parallel at certain point under the influence of inflation an deflation. Without the assurance of the balance payment or imbalance of its exchange rates, the supply-chain will reverse itself.

Perhaps, I like it better if the sovereignty debt and private investment should not be classified as same in enjoying the low interest rate, that sovereignty debt should be handled separately by the Central Banks and World Bank if it does affect the exchange rate when evaluated by IMF for it answer to lack of control.

Transfer Unions must be established to void unsafe transaction and the Trans-continental Zoning to confirm the source of the origin on all transactions when the transaction is registered to enter its zones, or cut hot cashes that undervaluing ones currency from another that influences the international currency exchange rate. Besides, I see the floating rate system is a joke if it put sovereignty in defensive; and it should go with its yardstick like performance that values at each quarters.

Finally, international banks are "too big to fall" should became a legend only, and they must be downsized that international is not licensed to evade sovereignty. There are more of reforms available in regional account and obey to safety net where it allows. Perhaps, if the banker can purchase these sovereignty bonds and metro bonds from the central bank like FED or ECB instead of chasing the wild goose in the open market; the general public can have some credits available for doing business.

If someone question on the equities dealing among the banks, why only the politicians who talk over the policy on financial and there is no financial police system to oversight the banking as a whole. I think the United Nations Security Council can build a better division on financial security than G7 or G20, and it is inclusive for the globalized finance and my past experience tells me so. Evolve or not, we may stand by and watch the outcome of our present crisis and it not over yet till everyone would feel safe from hegemony through these firewalls. If some suggest cooperation from community in forgiving ones' debt, it would be worse than my New Year project in losing weight every year, and I have been laughing at myself all my life. Without firewall in safeguard one's wealth, each would isolate itself from contagion for a long, long time.

May the Buddha bless you?

owais 04:05 17 Jan 12

I am not sure I entirely agree on your characterization of agriculture subsidies as "beggar thyself". You do mention costs imposed by such actions on other countries, but if seen within the overall message of your piece which is about rationalization/prioritization of global actions then putting agriculture subsidies as a "beggar thyself" is questionable. In fact agriculture subsidies, particularly by developed countries should be more on the global agenda because of the huge costs it imposes on poor countries.

I also think that besides domestic sovereignty and non interference, appetite for global leadership also needs confidence which some of the emerging economies are finally exhibiting with the economic success that they have achieved. Thus, although it may take a bit more time I expect these emerging and rapidly growing economies to take on greater role including leadership in setting the global governance agenda.

Owais

gamesmith94134 06:19 17 Jan 12

gamesmith94134 05:06 19 Oct 11

Gamesmith94134: Sarkozy Prods Regulators

Mr. Sarkozy called for minimum cash deposits for derivatives trades, a central global registry for all commodities trades, and drafting new rules against "market abuse" and World Trade Organization has the best of [Inter-agency Task Force on Statistics of International Trade in Services](#) and [Inter-agency Task Force on International Merchandise Trade Statistics](#) available.

However, the data does not give the best of control even through the offices of the World Trade Organization; it would depend on the zone like EU or OCED in charge on the anti-trust or Sherman act in similar that oversees on the mergers or purchases. The best controls of on the derivatives trades that even call of minimum cash deposit, because cash deposit is not sufficient for control since commodities and resource trading has a delay process and element in completion of the trade. If seller and buyer compromise on the deal, then, Zone by EU or OCED might underwrite legislatives in resolving the imbalance through its political power to extend control over its regional resources. Then, the sovereignty nation can purpose the regulator to monitor the transaction or settle on the disputes over the region. The best choice is through the global supervision like World Trade Organization since the Organization can provide a better vision on the both trade and merchandise interactions. And the GATT is part of its control too. This is the best protection on fair trade if the regulators can act properly according to the legislative and apply its duty with free will.

The worst scenario is the creation of such gatekeeper by another power broker through the community of commerce that no one would have a specific control over it and each sovereignty nations cannot get its collective bargain from it gatekeeper. Then, gatekeeper turns jailor.

I think [Lee A Licata](#) wrote: "I believe a freer economy, with fewer rules, but with rules that make some sense, (like if you buy the commodity, you have to take possession of it, and if you short the commodity, you have to have possession first) is the way to go..."

May the Buddha bless you?

Zsolt 10:37 17 Jan 12

It is a very interesting article but I am not sure it takes the present world system into consideration completely.

We all agree that today we live in a global world.

Global means that we are interconnected at multiple levels, not only economically but also politically, culturally, in sports, education, and through the Internet this interconnected nature extended into the virtual realm as well. We cannot even drink our morning coffee without being connected to multiple countries, and thousands of people contributing in order to take a single sip. Today we see hundreds of examples of our interconnected and interdependent network through economical, financial problems, environmental issues, how even a small change by one person or nation can have vast effect on someone else even on the other side of the planet.

In short in such a global, integral system there are no policies, plans, actions that would not cause "spillovers". Whatever one individual or nation does, effects each part of the network. Some people call this the "butterfly effect".

Since the article mentions education as "non-spillover" policy, what can we say about racism, hate, discrimination for example, raising children in one country to hate people in other countries based on culture, genetics or religions? Or in the face of the mass immigration of the workforce in the global world harmonising professional education is essential to make sure the migrating work force is useful at every corner of the planet.

Most importantly it is a general, harmonized global education that can raise a new generation, or educate the present adult population on how to live, survive and prosper in this global human society which in essence behaves as a single organism whether we like it or not.

Today in the face of the global economical crisis we lose sight of that economics is just a single, although very important symptom of the true multi faceted global human crisis, which requires the building of completely new political and economical structures for example in order to build a peaceful, sustainable future for all of us.

And this process starts with a global education program which will give the foundations for all the other structures.